



A son Congrès d'Athènes la CES s'enfonce dans la collaboration de classe

Le douzième congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) s'est tenu à Athènes du 16 au 19 mai. L'essentiel de ces travaux est résumé dans un : « Manifeste d'Athènes ».

Ce texte analyse brièvement la situation économique et sociale en Europe. Dans cette analyse, le mot capitalisme n'apparaît nulle part. La crise, pour la CES, a pour origine exclusive la sphère financière : en clair, le « mauvais côté du capitalisme ». Le document s'inquiète des conséquences : « jusqu'à présent négatives du renflouement des économies en détresse organisé par l'UE et le FMI .» Le : « jusqu'à présent » laisse à penser que l'avenir pourrait donner raison aux politiques menées !

Le pacte pour l'Euro est critiqué au nom d'un : « meilleur partage des richesses » ce qui évidemment laisse entière la question de la création de valeurs et surtout l'appropriation capitaliste basée sur l'exploitation du travail salarié. Plus, la CES demande que : « les règles en matière de dette publique soient adaptées aux réalités économiques » ce qui signifie que la CES ne porte une appréciation négative sur le règlement de la dette que sur la forme et non sur le fond à savoir la nature même de cette dette basée sur la spéculation. Dans ce contexte, la CES place au premier rang de son action, non pas la lutte des salariés pour les salaires et l'emploi, mais la lutte contre l'extrême droite. La nature de classe de l'extrême droite et son rôle au service des politiques capitalistes est évacuée tandis que le miroir d'une "Europe sociale" est tendu aux salariés comme antidote à cette force politique.

Le reste du manifeste ne quitte pas le terrain de la collaboration de classe. La préconisation d'un « New deal » européen sert de cadre aux « revendications » de la CES. On y trouve même un appel à la collaboration ouverte entre le patronat et les salariés : « **Développer les initiatives conjointes avec les employeurs européens en matière d'emplois verts, de croissance et d'investissements, de politique industrielle durable, d'éducation et de formation** ». La crainte principale de la CES ce sont les mouvements sociaux. Dans sa résolution d'urgence à propos de la Grèce, elle affirme : « les mesures d'austérité (celles appliquées à la Grèce par l'UE et le FMI) ont plongé plus encore l'économie grecque dans la récession, les importantes coupes sociales et salariales mettent la paix sociale en danger ».

La CES à laquelle adhèrent toutes les confédérations françaises, y compris la CGT, se présente donc comme le fer de lance européen de la collaboration de classe. Pendant que les peuples se battent et se débattent pour survivre, la politique du capital, avec le soutien actif des États et de l'Europe prépare la nouvelle crise qui devrait leur permettre de porter de nouveaux coups aux salariés et à leurs droits

sociaux. Un syndicalisme digne de ce nom ne doit participer en aucune façon à la mise en oeuvre d'une telle politique. Seul le chemin de la lutte des classes peut ouvrir la voie à une issue positive. Syndicalisme de collaboration ou syndicalisme de lutte de classe, choix essentiel qui conditionne notre avenir.

www.sitecommunistes.org